

Évaluation de l'impact sur le développement durable de l'accord commercial UE-Chili: consultation publique - Entreprises, y compris les PME

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

A Introduction

A propos de la modernisation de l'accord commercial Chili-UE

En 2003, le Chili a été le premier pays sud-américain à conclure un accord commercial avec l'UE, dans le cadre de l'Accord d'association avec le Chili. Depuis lors, l'économie mondiale a profondément changé et les accords commerciaux sont devenus beaucoup plus larges et approfondis. Par conséquent, le Chili et l'UE ont décidé de moderniser l'accord existant. Les négociations sont actuellement en cours. Des détails sur les négociations, y compris les questions couvertes et les propositions de texte sont disponibles auprès de la [DG Commerce de la Commission européenne](#) (en anglais) et du [gouvernement du Chili](#) (en espagnol, avec des propositions de texte en anglais).

A propos des évaluations d'impact sur le développement durable (EIDD)

Les EIDD analysent l'impact économique, social, sur les droits de l'homme et environnemental potentiel des accords commerciaux négociés par l'Union européenne (UE). Ils reposent sur une analyse solide des changements susceptibles d'être provoqués par l'accord commercial dans l'UE, le pays partenaire et d'autres pays spécifiés. Tout aussi important, elles comprennent des consultations approfondies avec les parties prenantes dans l'UE et le pays partenaire. Les conclusions et les recommandations des EIDD alimentent les négociations, aidant les négociateurs à optimiser les choix politiques qui y sont liés.

L'EIDD en soutien de la modernisation du pilier commercial de l'accord d'association existant entre l'UE et le Chili est mise en œuvre par BKP Development, une société de conseil et de recherche économique basée en Allemagne, en coopération avec Vincular, le Centre pour la responsabilité sociale et le développement durable de l'Université catholique de Valparaíso au Chili. Plus d'informations sur l'EIDD sont disponibles sur un [site web dédié](#).

A propos du commerce entre le Chili et l'UE

L'UE est le troisième partenaire commercial du Chili, après la Chine et les États-Unis, représentant, en 2017, environ 14% du commerce total du Chili. À l'inverse, le Chili représente 0,5% du commerce total de biens de l'UE. En 2017, les échanges commerciaux entre le Chili et l'UE se sont élevés à 17 milliards d'euros (8,2 milliards d'euros d'importations de l'UE et 8,8 milliards d'euros d'exportations de l'UE). Les principales exportations de l'UE vers le Chili sont les machines et le matériel de transport (52% des exportations totales), les produits manufacturés (22%) et les produits chimiques (15%). Les principales exportations du Chili vers l'UE sont les aliments et les animaux vivants (33%), les matières premières (32%, principalement le cuivre) et les produits manufacturés (23%). En outre, les échanges bilatéraux de services se sont élevés en 2016 à 5,5 milliards d'euros (3,7 milliards d'euros d'exportations de l'UE et 1,8 milliard d'euros d'importations de l'UE). Enfin, l'UE est le premier fournisseur d'investissements directs

étrangers (IDE) du Chili. Le stock total d'IDE de l'UE au Chili s'élevait en 2016 à 47,2 milliards d'euros.

A propos de cette enquête

Nous aimerions savoir comment, selon vous, la modernisation de l'accord commercial entre le Chili et l'UE pourrait affecter les PME au Chili et dans l'UE. Quels sont les aspects positifs et négatifs que vous attendez de la modernisation? Quelles problématiques sont particulièrement importantes pour vous? Nous ne vous demandons pas de préciser les aspects qui sont actuellement problématiques ou positifs, nous vous demandons seulement de réfléchir aux effets potentiels de la modernisation de l'accord commercial. Faites-nous savoir!

Cette enquête a été spécialement conçue pour les entreprises (PME et autres). Si vous n'êtes pas une entreprise, veuillez remplir le [questionnaire général](#) et / ou le [questionnaire sur les questions de consommation](#).

Le questionnaire est disponible en anglais, espagnol, français et allemand. Le compléter ne devrait pas vous prendre plus de 15 minutes. Si vous souhaitez ajouter d'autres informations (comme un document de position), vous pouvez le faire à la fin de ce questionnaire.

L'enquête sera ouverte jusqu'au 31 octobre 2018.

* A.1 Veuillez indiquer votre préférence lorsque vous répondez à ce questionnaire:

- Je consens à la publication de toutes les informations de ma contribution, en tout ou en partie, **y compris mon nom ou le nom de mon organisation**. Je déclare que rien dans ma réponse n'est illégal ou porterait atteinte aux droits d'un tiers d'une manière qui empêcherait la publication.
- Je consens à la publication de toute information dans ma contribution en tout ou en partie (ce qui peut inclure des citations ou des opinions que j'exprime) à condition que cela soit **anonymement**. Je déclare que rien dans ma réponse n'est illégal ou porterait atteinte aux droits d'un tiers d'une manière qui empêcherait la publication. Dans ce cas, les répondants ne devraient pas inclure dans leurs soumissions des données ou des informations qui permettraient à eux-mêmes, ou à leurs organisations, d'être identifiés.

Veuillez noter que, quelle que soit l'option choisie, votre contribution peut faire l'objet d'une demande d'accès aux documents en vertu du règlement (UE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Dans de tels cas, la demande sera évaluée en fonction des conditions énoncées dans le règlement et conformément aux règles applicables en matière de protection des données.

B À propos de votre entreprise

B.1 Veuillez indiquer le nom de votre entreprise

B.2 Veuillez indiquer le nom d'une personne de contact au sein de votre entreprise que nous pouvons contacter

B.3 Veuillez indiquer l'adresse e-mail de la personne de contact dans votre entreprise

B.4 Où est basée votre entreprise?

- Chili
- UE - Autriche
- UE - Belgique
- UE - Bulgarie
- UE - Croatie
- UE - Chypre
- UE - République tchèque
- UE - Danemark
- UE - Estonie
- UE - Finlande
- UE - France
- UE - Allemagne
- UE - Grèce
- UE - Hongrie
- UE - Irlande
- UE - Italie
- UE - Lettonie
- UE - Lituanie
- UE - Luxembourg
- UE - Malte
- UE - Pays-Bas
- UE - Pologne
- UE - Portugal
- UE - Roumanie
- UE - Slovaquie
- UE - Slovénie
- UE - Espagne
- UE - Suède
- UE - Royaume-Uni
- Afghanistan
- Albanie
- Algérie
- Andorre
- Angola
- Antigua-et-Barbuda
- Argentine
- Arménie
- Australie
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn

- Bangladesh
- Barbade
- Bélarus
- Belize
- Bénin
- Bhoutan
- Bolivie
- Bosnie Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei Darussalam
- Burkina Faso
- Burundi
- Cap-Vert
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- République centrafricaine
- Tchad
- Chine
- Colombie
- Comores
- Congo
- Costa Rica
- Cuba
- Côte d'Ivoire
- République Démocratique du Congo
- Djibouti
- Dominique
- République Dominicaine
- Equateur
- Egypte
- Le Salvador
- Guinée Équatoriale
- Érythrée
- Ethiopie
- Fidji
- Gabon
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Grenade
- Guatemala
- Guinée
- Guinée Bissau
- Guyana

- Haïti
- Honduras
- Islande
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Irak
- Israël
- Jamaïque
- Japon
- Jordan
- Kazakhstan
- Kenya
- Kiribati
- Koweït
- Kirghizistan
- Laos
- Liban
- Lesotho
- Libéria
- Libye
- Liechtenstein
- Madagascar
- Malawi
- Malaisie
- Maldives
- Mali
- Iles Marshall
- Mauritanie
- Maurice
- Mexique
- Micronésie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Maroc
- Mozambique
- Myanmar
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nouvelle-Zélande
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Corée du Nord

- Norvège
- Oman
- Pakistan
- Palau
- Panama
- Papouasie Nouvelle Guinée
- Paraguay
- Pérou
- Philippines
- Qatar
- République de Moldavie
- Fédération Russe
- Rwanda
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Sainte-Lucie
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Saint Marin
- Sao Tomé et Príncipe
- Arabie Saoudite
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Les îles Salomon
- Somalie
- Afrique du Sud
- Corée du Sud
- Soudan du sud
- Sri Lanka
- Soudan
- Suriname
- Swaziland
- Suisse
- République arabe syrienne
- Tadjikistan
- Tanzanie
- Thaïlande
- Ancienne république yougoslave de Macédoine
- Timor-Leste
- Togo
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turquie

- Turkménistan
- Tuvalu
- Ouganda
- Ukraine
- Emirats Arabes Unis
- États-Unis d'Amérique
- Uruguay
- Ouzbékistan
- Vanuatu
- Venezuela
- Viet Nam
- Yémen
- Zambie
- Zimbabwe

B.5 Combien d'employés votre entreprise a-t-elle?

- Moins de 10
- 10 – 49
- 50 - 249
- 250 ou plus

B.6 Quel a été le chiffre d'affaires de votre entreprise en 2017?

- Jusqu'à 2 millions d'euros
- Plus de 2 millions d'euros et jusqu'à 10 millions d'euros
- Plus de 10 millions d'euros et jusqu'à 50 millions d'euros
- Plus de 50 millions d'euros

B.7 Combien d'employés votre entreprise a-t-elle?

- Moins de 10
- 10 – 49
- 50 - 199
- 200 ou plus

B.8 Quel a été le chiffre d'affaires de votre entreprise en 2017?

- Jusqu'à 2 400 UF
- Plus de 2.400 UF et jusqu'à 25.000 UF
- Plus de 25.000 UF et jusqu'à 100.000 UF
- Plus de 100.000 UF

B.9 Votre entreprise est-elle dirigée par une femme (c'est-à-dire que le manager de plus haut rang est une femme, ou que les femmes sont majoritaires parmi les cadres supérieurs)?

- Oui
- Non

B.10 Votre entreprise est-elle détenue par des femmes (c'est-à-dire que les femmes détiennent plus de 50% de l'entreprise)?

- Oui
- Non

B.11 Dans quel (s) secteur (s) votre entreprise opère-t-elle?

B.12 Est-ce que des entreprises au Chili sont affiliées à votre entreprise (par exemple par le fait qu'elles appartiennent à un même groupe ou à travers des contrats de coopération ou de sous-traitance à long terme)?

- Oui
- Non

B.13 Quel est le type de coopération avec la société chilienne?

- Ils sont (en partie) détenus par nous
- Nous sommes (en partie) détenus par eux
- Nous avons une joint-venture
- Ils sont des sous-traitants pour nous
- Nous sommes sous-traitants pour eux
- Autre

B.14 Est-ce que des entreprises de l'UE sont affiliées à votre entreprise (par exemple par le fait qu'elles appartiennent à un même groupe ou à travers des contrats de coopération ou de sous-traitance à long terme)?

- Oui
- Non

B.15 Quel est le type de coopération avec la société européenne?

- Ils sont (en partie) détenus par nous
- Nous sommes (en partie) détenus par eux
- Nous avons une joint-venture
- Ils sont des sous-traitants pour nous
- Nous sommes sous-traitants pour eux
- Autre

B.16 Veuillez fournir quelques détails sur la coopération

B.17 Avez-vous un énoncé de politique officiel qui définit l'engagement de votre entreprise à s'acquitter de sa responsabilité de respecter les droits de l'homme?

- Oui
- Non

B.18 L'énoncé de politique est-il publié / mis à la disposition du public?

- Oui
- Non

B.19 Quelle est le champ d'application de la politique? (plusieurs réponses possibles)

- Le pays où votre entreprise est basée
- Sites étrangers sélectionnés / localités / pays / marchés
- Tous les pays
- Les opérations au Chili sont couvertes
- Les opérations dans l'UE sont couvertes

B.20 Votre entreprise dispose-t-elle d'un processus de vérification préalable (due diligence) en matière de droits de l'homme visant à remédier aux effets négatifs réels ou potentiels sur les droits de l'homme liés aux activités commerciales?

- Oui, pour vos propres opérations commerciales seulement
- Oui, y compris pour les opérations via vos relations de chaîne de valeur en amont ou en aval (par exemple, les sous-traitants, les activités connexes)
- Non

B.21 Quels aspects des impacts négatifs réels ou potentiels sur les droits de l'homme sont couverts par le processus de due diligence? (plusieurs réponses possibles)

- Identification des impacts sur les droits de l'homme
- Communication des impacts sur les droits de l'homme
- Prévention des impacts sur les droits de l'homme
- Atténuation des impacts sur les droits de l'homme
- Suivi de l'efficacité des mesures prises pour prévenir ou atténuer les impacts négatifs sur les droits de l'homme

B.22 Votre entreprise a-t-elle des processus en place pour remédier efficacement aux impacts négatifs sur les droits de l'homme que votre entreprise a causés ou auxquelles elle a contribué à travers ses opérations?

- Oui
- Non

B.23 Quelle est le champ d'application de ces processus correctifs? (réponses multiples possibles)

- Le pays où votre entreprise est basée
- Sites étrangers sélectionnés / localités / pays / marchés
- Tous les pays
- Les opérations au Chili sont couvertes
- Les opérations dans l'UE sont couvertes

B.24 Des incidences négatives sur les droits de l'homme ont-elles été signalées en raison de vos activités commerciales dans l'UE ou au Chili?

- Non
- Oui, dans l'UE mais pas au Chili
- Oui, au Chili mais pas dans l'UE
- Oui, au Chili et dans l'UE

B.25 Veuillez décrire brièvement

C Votre expérience commerciale

C.1 Votre entreprise a-t-elle récemment été impliquée dans le commerce international?

- Non
- Oui, en tant qu'importateur (y compris l'approvisionnement en matières premières / intrants) seulement
- Oui, en tant qu'exportateur seulement
- Oui, en tant qu'importateur et exportateur

C.2 Quelle est la part des importations (de n'importe où) dans votre chiffre d'affaires total?

- Moins de 25%
- 25% à moins de 50%
- 50% à moins de 75%
- 75% ou plus

C.3 Quelle part de vos importations provient du Chili?

- Moins de 10%
- 10% à moins de 50%
- 50% ou plus

C.4 Depuis combien de temps importez-vous du Chili?

- Moins de 5 ans
- 5 ans ou plus

C.5 Quels sont les trois principaux goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés lors de l'importation en provenance du Chili?

- Tarifs et taxes à la frontière dans l'UE
- Obstacles techniques (par exemple, exigences en termes de normes, d'étiquetage, de sécurité alimentaire, de santé animale et végétale)
- Documents relatifs aux importations (par exemple, certificats d'origine)
- Problèmes logistiques (par exemple, disponibilité du transport, retards)
- Coûts logistiques / de transport élevés
- Financement du commerce
- Problèmes liés au fournisseur (par exemple quantités disponibles, problèmes de qualité du produit)
- Autres

C.6 Veuillez décrire les «autres» goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés

C.7 Quelle est la part des exportations (vers n'importe où) en % de votre chiffre d'affaires total?

- Moins de 25%
- 25% à moins de 50%
- 50% à moins de 75%
- 75% ou plus

C.8 Quelle part de vos exportations va au Chili?

- Moins de 10%
- 10% à moins de 50%
- 50% ou plus

C.9 Depuis combien de temps exportez-vous au Chili?

- Moins de 5 ans
- 5 ans ou plus

C.10 Quels sont les trois plus gros goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés lors de l'exportation vers le Chili?

- Tarifs et taxes à la frontière au Chili
- Obstacles techniques (par exemple, exigences en termes de normes, d'étiquetage, de sécurité alimentaire, de santé animale et végétale)
- Documents relatifs aux exportations (par exemple, certificats d'origine)
- Problèmes logistiques (par exemple, disponibilité du transport, retards)
- Coûts logistiques / de transport élevés
- Financement du commerce
- Problèmes liés à l'acheteur (par exemple, problèmes de paiement, plaintes)
- Autres

C.11 Veuillez décrire les «autres» goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés

C.12 Quelles sont les questions les plus importantes affectant les investissements de l'UE au Chili? Veuillez choisir un maximum de trois.

- Conditions imposées aux investissements étrangers (telles que les limites à la propriété étrangère, les conditions d'embauche du personnel local, etc.)
- Règles de procédure relatives à l'établissement d'un investissement étranger (processus de demande et d'approbation, besoin de permis, etc.)
- Limitations relatives au traitement national (différentes règles applicables aux entreprises à capitaux étrangers par rapport aux entreprises nationales, par exemple l'accès aux subventions, les marchés publics, etc.)
- Obtention de permis de résidence et de travail pour les expatriés, et questions connexes
- Questions financières et fiscales
- Autres

C.13 Veuillez fournir plus de détails et décrire les «autres» problèmes importants liés à l'investissement

C.14 Votre entreprise a-t-elle récemment été impliquée dans le commerce international?

- Non
- Oui, en tant qu'importateur (y compris l'approvisionnement en matières premières / intrants) seulement
- Oui, en tant qu'exportateur seulement

- Oui, en tant qu'importateur et exportateur

C.15 Quelle est la part des importations (de n'importe où) dans votre chiffre d'affaires total?

- Moins de 25%
 25% à moins de 50%
 50% à moins de 75%
 75% ou plus

C.16 Quelle part de vos importations provient de l'UE?

- Moins de 10%
 10% à moins de 50%
 50% ou plus

C.17 Depuis combien de temps importez-vous de l'UE?

- Moins de 5 ans
 5 ans ou plus

C.18 Quels sont les trois principaux goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés lors de l'importation en provenance de l'UE?

- Tarifs et taxes à la frontière au Chili
 Obstacles techniques (par exemple, exigences en termes de normes, d'étiquetage, de sécurité alimentaire, de santé animale et végétale)
 Documents relatifs aux importations (par exemple, certificats d'origine)
 Problèmes logistiques (par exemple, disponibilité du transport, retards)
 Coûts logistiques / de transport élevés
 Financement du commerce
 Problèmes liés au fournisseur (par exemple quantités disponibles, problèmes de qualité du produit)
 Autres

C.19 Veuillez décrire les «autres» goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés

C.20 Quelle est la part des exportations (vers n'importe où) en % de votre chiffre d'affaires total?

- Moins de 25%
 25% à moins de 50%
 50% à moins de 75%
 75% ou plus

C.21 Quelle part de vos exportations va à l'UE?

- Moins de 10%
 10% à moins de 50%
 50% ou plus

C.22 Depuis combien de temps exportez-vous dans l'UE?

- Moins de 5 ans
- 5 ans ou plus

C.23 Quels sont les trois principaux goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés lors de l'exportation vers l'UE?

- Tarifs et taxes à la frontière dans l'UE
- Obstacles techniques (par exemple, exigences en termes de normes, d'étiquetage, de sécurité alimentaire, de santé animale et végétale)
- Documents relatifs aux exportations (par exemple, certificats d'origine)
- Problèmes logistiques (par exemple, disponibilité du transport, retards)
- Coûts logistiques / de transport élevés
- Financement du commerce
- Problèmes liés à l'acheteur (par exemple, problèmes de paiement, plaintes)
- Autres

C.24 Veuillez décrire les «autres» goulets d'étranglement auxquels vous êtes confrontés

C.25 Quelles sont les questions les plus importantes affectant l'investissement chilien dans l'UE? Veuillez choisir un maximum de trois.

- Conditions imposées aux investissements étrangers (telles que les limites à la propriété étrangère, les conditions d'embauche du personnel local, etc.)
- Règles de procédure relatives à l'établissement d'un investissement étranger (processus de demande et d'approbation, besoin de permis, etc.)
- Limitations relatives au traitement national (différentes règles applicables aux entreprises à capitaux étrangers par rapport aux entreprises nationales, par exemple l'accès aux subventions, les marchés publics, etc.)
- Obtention de permis de résidence et de travail pour les expatriés, et questions connexes
- Questions financières et fiscales
- Autres

C.26 Veuillez fournir plus de détails et décrire les «autres» problèmes importants liés à l'investissement

C.27 Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous n'avez pas encore participé au commerce international?

- Le marché intérieur est assez grand pour mon entreprise
- Il est difficile d'accéder à d'autres marchés
- La paperasserie nécessaire pour importer / exporter est trop lourde
- Mon entreprise ne répond pas encore aux normes internationales requises
- Le coût d'importation ou d'exportation est trop élevé
- Je ne sais pas
- Autre

C.28 Veuillez préciser quelles «autres» raisons vous ont empêché de faire du commerce international

C.29 Votre entreprise est-elle intéressée par le commerce international?

- Oui
 Non

D Votre connaissance de l'Accord et des négociations

D.1 Saviez-vous que l'UE et le Chili ont conclu un accord commercial depuis 2003?

- Oui, et je l'ai utilisé (par exemple exporté dans ce cadre) / sais de quoi il s'agit
 Oui, mais je ne connais aucun détail à ce sujet
 Non

D.2 Quel a été l'impact de l'accord commercial existant entre l'UE et le Chili sur votre entreprise?

- Fort effet positif
 Effet plutôt positif
 Aucun effet
 Effet plutôt négatif
 Fort effet négatif
 Je ne sais pas

D.3 Veuillez décrire brièvement l'impact de l'accord sur votre entreprise

D.4 Saviez-vous que l'UE et le Chili négocient actuellement la modernisation de cet accord commercial?

- Oui, et je suis les négociations / sais quels sont les problèmes
 Oui, mais je ne suis pas sûr des détails / questions clés des négociations
 Non

E Votre point de vue sur les effets attendus de l'accord modernisé

E.1 Comment pensez-vous que l'accord commercial modernisé affectera les PME **dans l'UE**? [Veuillez noter que la formulation des énoncés suivants ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'équipe d'étude]

	Fortement en désaccord	Plutôt en désaccord	Il n'y aura pas d'effet	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
Les PME de l'UE exporteront davantage vers le Chili	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les PME de l'UE feront face à une concurrence accrue des importations chiliennes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les PME de l'UE auront de meilleures chances de se connecter aux chaînes de valeur mondiales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les PME de l'UE attireront davantage d'investissements de la part d'investisseurs chiliens	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'environnement des affaires pour les PME va s'améliorer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les contraintes réglementaires pour les PME augmenteront	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Globalement, les PME de l'UE bénéficieront de l'accord modernisé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
-------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

E.2 Quels autres effets pour les PME de l'UE attendez-vous?

E.3 Comment pensez-vous que l'accord commercial modernisé affectera les PME **au Chili**? [Veuillez noter que la formulation des énoncés suivants ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'équipe d'étude]

	Fortement en désaccord	Plutôt en désaccord	Il n'y aura pas d'effet	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Je ne sais pas
Les PME chiliennes exporteront davantage vers l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les PME chiliennes feront face à une concurrence accrue des importations de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les PME chiliennes auront de meilleures chances de se connecter aux chaînes de valeur mondiales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les PME chiliennes attireront davantage d'investisseurs européens	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'environnement des affaires pour les PME va s'améliorer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les contraintes réglementaires pour les PME augmenteront	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Globalement, les PME chiliennes bénéficieront de l'accord modernisé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

E.4 Quels autres effets pour les PME au Chili attendez-vous?

E.5 Comment selon vous l'accord modernisé affectera spécifiquement votre entreprise?

- Très positivement
- Assez positivement
- Pas du tout
- Un peu négativement
- Très négativement
- Je ne sais pas

E.6 Veuillez décrire les effets positifs ou négatifs que vous anticipez pour votre entreprise

F Votre point de vue sur les sujets de négociation

F.1 Lesquels des points énumérés ci-dessous devraient être abordés dans les négociations sur l'accord commercial modernisé entre l'UE et le Chili?

	Haute priorité	Faible priorité	Pas besoin d'être négocié	Je ne sais pas
Suppression des tarifs restants	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Suppression des contingents tarifaires pour les produits agricoles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Règles d'origine moins strictes et / ou plus simples, en particulier pour les PME	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mécanisme renforcé de règlement des différends	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Améliorer l'accès aux marchés publics	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Amélioration de la protection des droits de propriété intellectuelle (y compris les indications géographiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Libéralisation du commerce des services	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Libéralisation de l'investissement bilatéral	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Règles sur le commerce numérique et le commerce électronique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Règles sur la lutte contre la corruption	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Règles de concurrence / pratiques anticoncurrentielles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Règles sur les aides d'État / subventions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des règles plus strictes en matière de travail et de normes sociales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des règles plus strictes pour la protection de l'environnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Améliorer l'accès à l'énergie et aux matières premières	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

F.2 Quelles autres questions devraient être abordées dans les négociations? Nommez autant que vous le jugez important

F.3 Quelles devraient être, selon vous, les questions clés des négociations sur l'accord commercial modernisé entre l'UE et le Chili?

G Questions et commentaires en conclusion

G.1 Dans l'ensemble, quel sera, selon vous, l'effet de l'accord commercial modernisé entre l'UE et le Chili?

	Très positif	Positif	Aucun effet	Négatif	Très négatif	Je ne sais pas
Pour le Chili	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pour l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Global	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

G.2 Quels sont les plus grands risques ou désavantages de la modernisation de l'accord commercial UE-Chili pour les PME?

G.3 Quels sont les plus grands avantages de la modernisation de l'accord commercial UE-Chili pour les PME?

G.4 Y a-t-il d'autres commentaires que vous souhaiteriez faire?

G.5 Si vous souhaitez télécharger des documents, tels que des documents de position sur les relations commerciales UE-Chili, veuillez le faire ici

La taille maximale du fichier est de 1 Mo